

Allemagne-Belgique-Luxembourg-Suisse

Croissances allemande et belge solides, ralentissement en Suisse et au Luxembourg

En 2017, l'économie allemande se renforce grâce à la demande intérieure, à l'investissement, en nette hausse, et à la bonne tenue des exportations. En Suisse et en Belgique, le commerce extérieur soutient la croissance dans un contexte international très favorable. Malgré un léger ralentissement de l'activité luxembourgeoise, l'emploi reste bien orienté, comme chez tous nos voisins.

Marie-Laure Kayali, Insee

La croissance allemande se renforce

En 2017, avec une croissance de 2,5 %, l'économie **allemande** progresse pour la huitième année consécutive et se révèle, une fois de plus, dynamique (+ 1,9 % en 2016 et + 1,5 % en 2015). Elle est largement soutenue par la consommation intérieure, en nette accélération, qui contribue pour 1,4 point à la croissance : + 2,0 % pour les ménages et + 1,4 % pour l'État. Dans le même temps, les entreprises et l'État investissent davantage qu'en 2016 dans les machines et équipements, particulièrement en ce qui concerne l'automobile, ainsi que dans les secteurs de la recherche et développement (+ 3,5 %) et de la construction (+ 2,6 %). L'industrie manufacturière joue un rôle important dans le développement économique. Elle représente un quart du PIB avec une valeur ajoutée brute en hausse de 2,5 %.

Le commerce extérieur de l'Allemagne reste dynamique et participe à la croissance de l'activité pour 0,2 point. Les exportations progressent de 6,3 %, mais moins vite que les importations (+ 8,3 %). Les pays de l'Union européenne représentent 59 % de l'ensemble des exportations de l'Allemagne et 66 % des importations (+ 6,3 % et + 7,9 %). La France reste un partenaire privilégié et occupe la deuxième place avec 105 milliards d'euros d'achats de biens et services, soit 8,2 % du total des exportations allemandes, derrière le Royaume-Uni. Parmi les pays fournisseurs de l'Allemagne, la France occupe la troisième place (avec 64 milliards d'euros, soit 6,2 % de l'ensemble), derrière les Pays-Bas et la Chine. En 2017, l'Allemagne compte en moyenne 44,3 millions d'actifs sur son territoire, soit 638 000 personnes de plus, + 1,5 % par

rapport à 2016. La population active en emploi progresse pour la douzième année consécutive et atteint un niveau record depuis la réunification, sous l'effet de la hausse du taux d'activité de la population allemande, conjuguée à celle de l'afflux de main-d'œuvre étrangère. En 2017, le taux de chômage annuel moyen au sens du BIT s'établit à 3,7 % contre 3,9 % en 2016. Avec 1,7 million de chômeurs en moyenne sur l'année, la baisse est de 4,5 % entre 2016 et 2017.

L'industrie, performante, soutient la croissance dans les trois länder voisins

La croissance du land du **Bade-Wurtemberg** se consolide à + 2,3 % en 2017, après + 1,2 % en 2016. Elle est tirée par la bonne performance de l'industrie et des exportations, mais aussi par le secteur de la construction dont la valeur ajoutée progresse de 3,9 % en raison du faible niveau des taux d'intérêt. La valeur ajoutée brute de l'industrie s'accroît de 2,3 %, contre 3,0 % au niveau national. De plus, la production industrielle est bien orientée et son chiffre d'affaires nominal atteint un niveau record de 362 milliards d'euros (+ 4,2 % et + 3,4 %). Les secteurs « fabrication de machines » et « automobile » représentent à eux seuls plus de la moitié du chiffre d'affaires industriel. L'année 2017 est également l'année du record des recettes liées au commerce extérieur. Avec 202 milliards d'euros réalisés à l'export (+ 5,6 %), le Bade-Wurtemberg occupe la première place dans le pays. Il importe pour 171 milliards d'euros, également en forte progression (+ 6,0 %).

L'année est faste également au niveau de l'emploi, en hausse de 1,6 %, avec près de 6,3 millions d'actifs. L'emploi dans la

construction gagne 2,6 %, plus que les services et l'industrie (1,6 % et 1,3 %). Le chômage diminue et passe de 3,6 % fin 2016 à 3,2 % fin 2017.

La croissance en **Rhénanie-Palatinat** est solide en 2017 : + 2,5 % après + 0,8 % en 2016 et retrouve ainsi le niveau de 2015. Elle est avant tout soutenue par le dynamisme de l'industrie (1,6 point du PIB), principalement par le secteur des biens intermédiaires, qui génère plus de la moitié du chiffre d'affaires industriel, et par l'industrie chimique. De plus, la valeur ajoutée brute de la construction progresse nettement et son chiffre d'affaires aussi (+ 4,4 % et + 12 %). La performance économique (+ 1,3 %) est présente dans tous les secteurs du tertiaire hormis dans les « finances et assurances ».

Le commerce extérieur conserve son dynamisme pour la huitième année consécutive avec des exportations en nette hausse (55 milliards d'euros, soit + 5,0 %), tout comme les importations (40 milliards d'euros, soit + 17 %). La France reste le premier partenaire à l'export avec près de 10 % des ventes, devant les États-Unis et les Pays-Bas. Ce land compte en moyenne plus de 2 millions d'emplois, soit + 1,0 % par rapport à 2016. Le taux de chômage régresse de 0,4 point : de 4,9 % un an plus tôt à 4,5 %.

Avec + 1,2 %, l'économie **sarroise** redémarre en 2017 après le repli, du même ordre, en 2016. Cette progression est portée par l'industrie, comme pour la « fabrication de machines » et la « sidérurgie », dont les chiffres d'affaires ont progressé de 19 % et de 15 %, mais freinée par l'industrie automobile (- 1,9 %). 530 100 personnes ont un emploi en moyenne sur l'année, soit une

augmentation de 0,9 %. Le chômage baisse, passant de 6,7 % fin 2016 à 6,2 % fin 2017.

Activité économique modérée en Suisse

D'après une estimation provisoire du Secrétariat d'État à l'économie (SECO), la Suisse afficherait une croissance modérée de 1,0 % en 2017 (après 1,4 % en 2016). Le commerce extérieur profite de la conjoncture mondiale favorable conjuguée à la dépréciation du franc suisse mi-2017 : les exportations se sont renforcées de 4,7 % à 220 milliards de francs suisses (environ 184 milliards d'euros) et les importations de 6,9 % (d'après l'administration fédérale des douanes). Cependant, la croissance des dépenses de consommation ralentit, comparée à 2016 (+ 1,2 %).

La Suisse compte près de 5 millions d'emplois fin 2017, soit une augmentation de 0,8 % sur un an, comme en Suisse du Nord-Ouest.

Fin 2017, plus de 318 000 frontaliers de nationalité étrangère travaillent en Suisse, dont plus de la moitié réside en France (55 %). Parmi eux, un sur cinq vient des deux départements alsaciens. La majorité de ces derniers se rend dans les cinq cantons de la Suisse du Nord-Ouest (80 %). Le taux de chômage suisse au sens du Bureau International du Travail (BIT) demeure stable à

4,8 %, alors qu'en Suisse du Nord-Ouest, il diminue à 4,4 %, contre 4,9 % en 2016.

Hausse des emplois en Belgique...

La Banque nationale de Belgique estime la croissance belge à + 1,7 % (après + 1,5 % en 2016). Elle est soutenue par un commerce extérieur dynamique : la hausse des exportations en volume dépassant celle des importations (+ 4,5 % contre + 4,1 %) et apporte de ce fait une contribution de 0,4 point à la croissance. De plus, la valeur ajoutée dans les services progresse de 2,4 %, de même que les dépenses de consommation des ménages. Avec plus de 4,7 millions d'emplois en 2017, l'emploi intérieur augmente de 1,4 % par rapport à 2016. Selon l'Office national pour l'emploi (ONEM), la Belgique compte 525 400 demandeurs d'emploi, soit une nette baisse de 5,0 % par rapport à l'année précédente. Ainsi, le taux de chômage au sens du BIT recule sensiblement : il s'établit à 7,1 % contre 7,8 % un an auparavant.

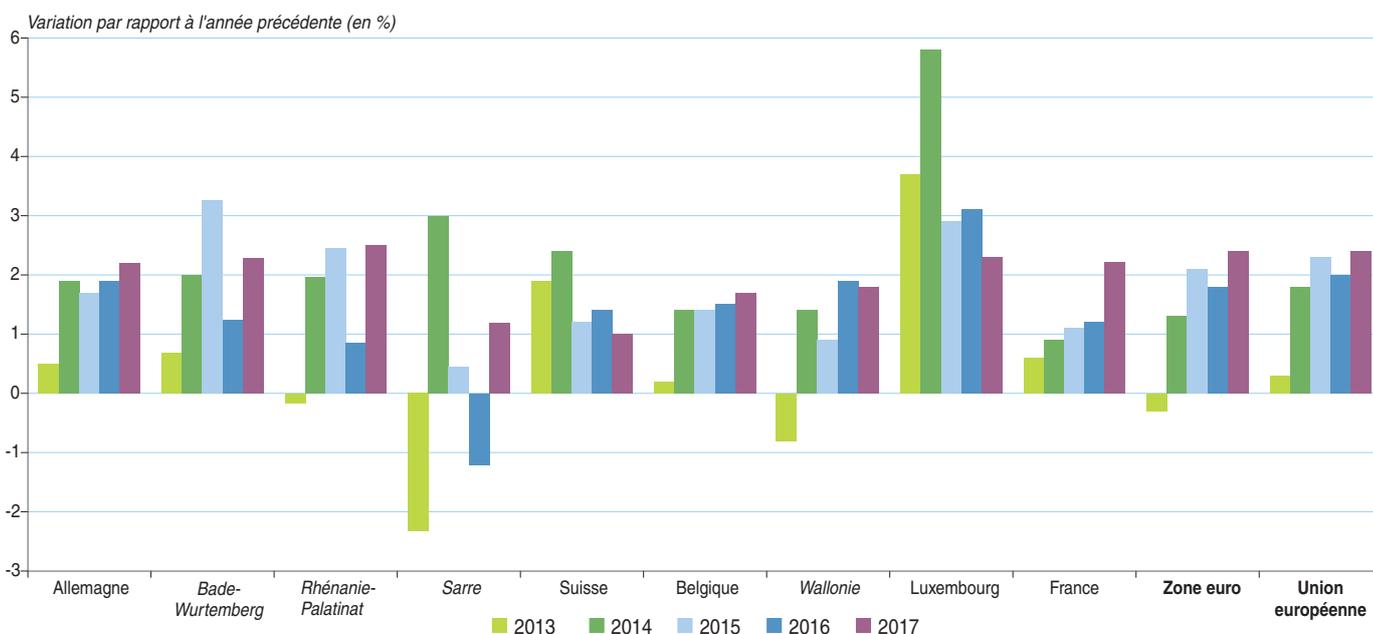
Le PIB de la Wallonie se consolide à 1,8 % en 2017 (+ 1,9 % en 2016 et + 0,9 % en 2015) grâce au raffermissement du commerce extérieur et des investissements. La reprise de l'emploi se confirme, avec plus de 1,3 million de personnes actives occupées en 2017, en augmentation de

0,5 % par rapport à 2016. Le nombre de demandeurs d'emploi (145 600) baisse de 7,8 % sur un an. Le taux de chômage passe ainsi de 10,6 % en 2016 à 9,8 %.

... et au Luxembourg

Au Luxembourg, la croissance ralentit légèrement en 2017 à + 2,3 % (après + 3,1 % en 2016 et + 2,9 % en 2015) d'après les premières estimations de l'institut national de la statistique et des études économiques luxembourgeois (STATEC). Ce ralentissement est dû, en partie, à la moindre performance du secteur financier, dont la valeur ajoutée chute de 3,3 %. Néanmoins, l'activité est soutenue par la bonne tenue de la consommation des ménages (+ 2,6 %). Sur l'ensemble de l'année 2017, l'emploi intérieur augmente de 3,5 %, de même que l'emploi salarié. Il s'appuie principalement sur les travailleurs frontaliers, en hausse de 4,3 % par rapport à 2016 à 187 400 personnes et sur les résidents étrangers (+ 12 %). Le nombre de frontaliers résidant en France progresse quant à lui de 5,2 %. Sur l'ensemble de l'année, 16 000 demandeurs d'emploi sont inscrits à l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), soit une baisse de 4,7 % sur un an. Le taux de chômage au sens du BIT s'établit à 5,8 % contre 6,2 % fin 2016. ■

1 Croissance du PIB réel en volume



Note : le produit intérieur brut (PIB) est une mesure de l'activité économique. Il est défini comme la valeur de tous les biens et services produits, moins la valeur des biens et services utilisés dans leur création. Le calcul du taux de croissance annuel du PIB en volume est destiné à permettre les comparaisons des dynamiques du développement économique à la fois à travers le temps et entre des économies de différentes tailles.

Pour le calcul du taux de croissance du PIB en volume, le PIB à prix constants est évalué avec les prix de l'année précédente et les changements du volume ainsi calculés sont imputés au niveau d'une année de référence. C'est ce qu'on appelle une série chaînée liée. Par conséquent, les mouvements de prix ne contribuent pas à augmenter le taux de croissance.

Sources : Destatis, Statistische Landesämter Rheinland-Pfalz, Baden-Württemberg, Saarland, Confédération Suisse Secrétariat d'État à l'économie, Banque nationale de Belgique, Office national pour l'emploi belge, Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, Institut national de la statistique et des études économiques luxembourgeois (Statec), Insee.